

Contribution de l'agriculture à la sécurité de l'approvisionnement

P. HÄTTENSCHWILER, Université de Fribourg, Fribourg
C. FLURY, Flury&Giuliani GmbH, 8006 Zurich

@ E-mail: pius.haettenschwiler@unifr.ch
Tél. (+41) 26 30 08 325.

Résumé

Parmi les prestations multifonctionnelles qu'elle fournit, l'agriculture suisse contribue à la sécurité de l'approvisionnement alimentaire de la population. En situation de crise, cet approvisionnement ne dépendrait pas en premier lieu de la production indigène, mais des denrées alimentaires disponibles dans les réserves obligatoires et la filière d'approvisionnement. Toutefois, pour assurer la sécurité de l'approvisionnement à moyen et à long terme, le maintien du potentiel de production serait déterminant. Dans les conditions actuelles, la sécurité de l'approvisionnement est garantie. Mais si la production indigène devait se plier aux conditions du marché mondial, la situation se dégraderait nettement.

travaillant aux conditions du marché mondial, et par d'éventuelles mesures supplémentaires, que par le système de soutien actuel et la production indigène qui lui est liée.

Le présent article évalue la contribution de l'agriculture à la sécurité de l'approvisionnement avec divers volumes de production (Hättenschwiler et Flury, 2007). Il s'articule en six parties: 1) présentation de la stratégie de la Suisse en matière de sécurité de l'approvisionnement; 2) méthode d'évaluation de la production indigène dans les conditions du marché mondial et de la sécurité de l'approvisionnement; 3) et 4) résultats de l'évaluation; 5) et 6) classement desdits résultats et conclusions pour la sécurité de l'approvisionnement.

Introduction

L'approvisionnement économique de la Suisse fait l'objet de l'art.102 de la Constitution fédérale (Cst.). En cas de situation de crise ou de grave pénurie, à laquelle l'économie n'est pas en mesure de remédier par ses propres moyens, la Confédération s'engage à assurer l'approvisionnement du pays en biens et services de première nécessité. En complément, l'art.104 prévoit que l'agriculture suisse contribue substantiellement «à la sécurité de l'approvisionnement de la population». Outre la production de denrées alimentaires, ce mandat constitutionnel englobe le maintien du potentiel de production.

Dans le contexte des discussions sur la multifonctionnalité et l'efficience du soutien à l'agriculture, il s'agit de savoir dans quelle mesure la sécurité de l'approvisionnement pourrait aujourd'hui être découpée de la production agricole. En effet, un soutien accordé à l'agriculture en vue d'assurer cette sécurité n'est efficient que si les coûts d'une sécurité alternative en cas de crise

dépassent les coûts actuels. Dans le cas contraire, la sécurité de l'approvisionnement peut être assurée plus efficacement par une agriculture non soutenue,



Pour assurer la sécurité de l'approvisionnement à moyen et à long terme, le maintien du potentiel de production serait déterminant (Source: OFAG).

Sécurité de l'approvisionnement: la stratégie suisse

L'objectif de la stratégie en matière de sécurité de l'approvisionnement est de maîtriser les difficultés d'approvisionnement à court et à moyen terme, soit jusqu'à dix-huit mois. En cas de crise, il faut pouvoir approvisionner la population durant six mois, afin d'éviter de brusques ruptures conjoncturelles. Il s'agit de mettre en œuvre des mesures de gestion de l'offre – notamment la libération des réserves obligatoires. Au terme de cette période, des mesures de gestion de la demande seraient prises en cas de besoin, afin de maîtriser une crise d'approvisionnement grave ou de plus longue durée.

La stratégie considérée tient compte, en premier lieu, des risques structurels, des évolutions politiques et économiques en Europe et à l'extérieur, ainsi que des conséquences de changements naturels et démographiques mondiaux (DFE, 2003). Ces facteurs de risque ne reposent pas sur des probabilités et ne concernent pas uniquement l'échelon national, mais aussi des régions de grande ampleur. C'est pourquoi la planification de mesures visant à assurer la sécurité de l'approvisionnement découle de scénarios décrivant des problèmes de gravités diverses. Un scénario moyen prévoit un recul de 50% de la surface agricole utile disponible pour la production, un commerce international réduit à 50% des échanges normaux et la libération des réserves obligatoires au cours des six premiers mois.

Méthode d'évaluation

Pour évaluer la sécurité de l'approvisionnement, l'approvisionnement qui prévaudrait aujourd'hui en situation de crise est comparé avec celui fourni par une agriculture sans soutien. La méthode s'articule en trois phases. Dans une première phase, la production indigène aux conditions du marché mondial est estimée par des experts de l'administration, d'organisations agricoles, de fédérations de producteurs et de scientifiques. La seconde phase consiste à optimiser et à analyser la sécurité de l'approvisionnement au moyen des systèmes d'aide à la décision existant en Suisse. Troisième et dernière phase: comparaison de la situation actuelle avec la sécurité de l'approvisionnement qui apparaîtrait dans les conditions du marché mondial.

L'estimation de la production indigène dans les conditions du marché mondial

suppose la suppression pure et simple de tout soutien à l'agriculture, y compris des paiements directs. Les prix des produits, comme ceux des consommations intermédiaires, tombent au niveau des prix du marché mondial. Dans ces conditions, la production indigène est estimée par un processus d'enquête en deux temps. Dans un premier temps, les experts estiment les rendements, l'exploitation des surfaces et le cheptel indépendamment les uns des autres. La mise en valeur de leurs avis constitue le socle de la deuxième phase, au cours de laquelle les experts peuvent encore corriger les considérations générales émises par les divers groupes.

L'estimation de la production indigène aux conditions du marché mondial est entachée d'incertitudes. C'est pourquoi les trois scénarios suivants ont été élaborés pour pouvoir délimiter les volumes de production attendus:

- Un *scénario pessimiste*, qui définit une limite basse pour la production indigène à attendre dans les conditions du marché mondial;
- Un *scénario neutre*;
- Un *scénario optimiste*, qui fixe à un niveau élevé la production à attendre dans les conditions du marché mondial.

Pour optimiser sa sécurité d'approvisionnement, la Suisse dispose d'un système complet d'aide à la décision, développé par le Département d'informatiche de l'Université de Fribourg (DIUF). La mise en valeur des données servant à l'évaluation de la sécurité de l'approvisionnement est effectuée à l'aide de ce système qui, comme son nom l'indique, offre des outils de décision lorsqu'il s'agit d'augmenter ou de réorganiser la production indigène, si-

meule l'adéquation desdites décisions avec les mesures prises en matière de gestion de l'offre et de la demande et permet de les évaluer.

Pour la mise en valeur des données, la production indigène est à chaque fois superposée au scénario de crise moyen grâce au système d'aide à la décision et analysée en termes d'approvisionnement. Outre les hypothèses précitées pour les six premiers mois de crise, le scénario moyen table, pour l'année suivante, sur un rétablissement de la production et du commerce extérieur à 70% et pour la seconde année suivante à 100%.

Sécurité de l'approvisionnement aujourd'hui

En raison des conditions climatiques, économiques et politiques du pays, la production agricole de la Suisse se concentre aujourd'hui sur l'élevage. En 2004, le pourcentage de la production végétale par rapport à la consommation indigène s'élevait à 45%, tandis que celui des denrées alimentaires d'origine animale atteignait 94%. Toutes denrées alimentaires confondues, la Suisse produit 60% de sa consommation (USP, 2005).

En se basant sur la production actuelle, la sécurité de l'approvisionnement dans le scénario moyen peut être évaluée comme suit (= situation initiale dans la fig. 1):

- *Sécurité à court terme*: durant les six premiers mois, l'offre peut être ramenée à un niveau nutritif suffisant et élevé de 3300 kcal par per-

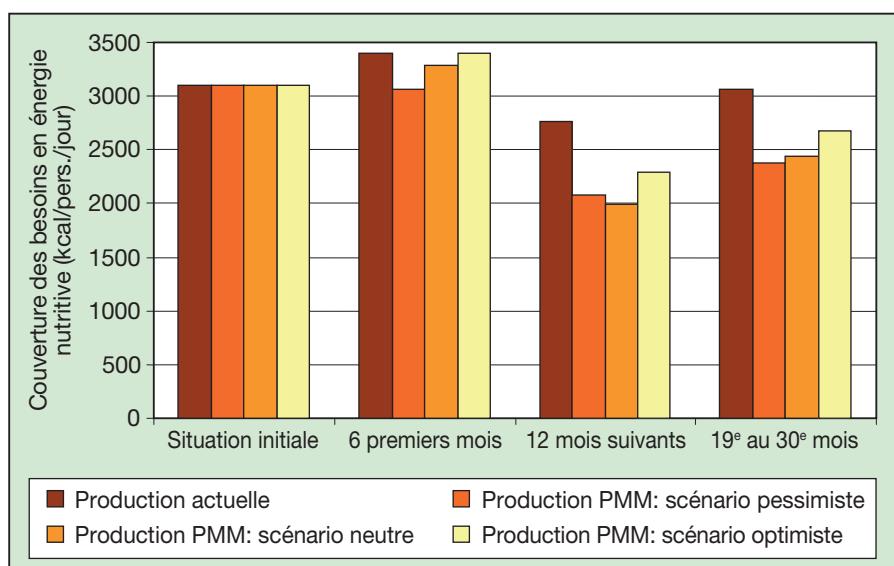


Fig. 1. Sécurité de l'approvisionnement dans un scénario de crise moyen.

sonne et par jour. On peut ainsi, selon toute vraisemblance, renoncer à des mesures de gestion de la demande, comme le rationnement. L'objectif principal de la stratégie en matière de sécurité de l'approvisionnement est atteint.

- **Sécurité à moyen terme:** au cours des douze mois suivants, un niveau de nutrition suffisant peut être garanti, avec une qualité nutritionnelle impeccable et une diversité attrayante de produits. Une répartition «raisonnable» est rendue possible par de simples mesures de contingentement à l'échelon du commerce de gros et des restrictions ponctuelles de distribution dans le commerce de détail. Des mesures telles qu'un rationnement alimentaire organisé peuvent être évitées selon toute vraisemblance.
- **Sécurité à long terme:** du 19^e au 30^e mois après le début de la crise, un niveau proche de l'approvisionnement habituel peut être à nouveau atteint. Les stocks et les troupeaux peuvent être reconstitués de manière à assurer une sécurité de l'approvisionnement à long terme.

Dans le scénario de crise moyen, l'approvisionnement durant les six premiers mois est basé, mis à part la production agricole indigène restante, essentiellement sur les réserves obligatoires, les marchandises disponibles dans la filière d'approvisionnement (stocks libres), le niveau élevé des effectifs d'animaux et les abattages supplémentaires. Après la réduction initiale des effectifs d'animaux, la production animale et la production végétale sont ciblées de façon

optimale sur la sécurité de l'approvisionnement durant la période de rétablissement, du 7^e au 30^e mois.

Dans le scénario moyen, la sécurité de l'approvisionnement est dans l'ensemble garantie par la production indigène actuelle et ses potentiels de livraison et d'adaptation. A court et à long terme, l'approvisionnement en énergie nutritive totale dépasse puis atteint le niveau habituel. Pour certains produits ou catégories de produits toutefois, il ne serait plus possible d'approvisionner le marché dans la mesure actuelle ou de composer l'alimentation en fonction des habitudes. Mais même si le commerce extérieur devait s'effondrer à un niveau de 50% des échanges habituels, une offre suffisante pourrait être garantie pour combler les besoins physiologiques des individus. Dans un tel cas toutefois, une répartition conforme aux besoins demanderait la mise en place d'un rationnement de l'alimentation.

conditions du marché mondial, seule près de la moitié des surfaces actuelles serait exploitée, alors que le scénario pessimiste fait prévoir aux experts un recul supérieur à 70%. Les estimations optimistes se situent quant à elles à un peu plus de la moitié des surfaces actuelles. Comparativement, la baisse serait particulièrement forte dans les grandes cultures, les céréales, les betteraves sucrières et les oléagineux notamment. Un recul d'autant plus problématique qu'il serait lié au risque d'une réduction des capacités de transformation des deux derniers produits. En cas de disparition des sucreries et des huileries, la production indigène devrait être abandonnée. En revanche, les cultures maraîchères et surtout fruitières ainsi que les cultures pérennes seraient moins touchées par la baisse que la moyenne des cultures. De plus, les surfaces fourragères seraient légèrement supérieures aux prévisions relatives à l'utilisation globale des surfaces. Ainsi, le scénario neutre table sur un maintien de 55% des surfaces de prairies naturelles, alors que la version optimiste escompte plus de 60%.

Les estimations relatives aux effectifs d'animaux sont à classer en deux groupes distincts: pour ce qui est de l'élevage basé sur les fourrages grossiers, les experts s'attendent dans le scénario neutre à un recul minimal de moitié; pour ce qui est de l'élevage basé sur les concentrés, on devrait conserver encore quelque 60% des effectifs actuels de porcs et de volailles. Toutefois, le scénario pessimiste prévoit un recul minimal de 70% des effectifs pour toutes les catégories d'animaux.

Sécurité de l'approvisionnement dans les conditions du marché mondial

Dans les conditions du marché mondial, il faudrait s'attendre à un recul important de la production agricole suisse (tabl. 1 et 2). En l'occurrence, l'ampleur du recul dépendrait en premier lieu de la différence entre les prix à la production en Suisse et sur le marché mondial, ainsi que de l'estimation de la compétitivité de l'agriculture.

Le scénario neutre prévoit que, dans les

Tableau 1. Estimation de l'utilisation des surfaces dans les conditions du marché mondial.

	Scénario pessimiste		Scénario neutre		Scénario optimiste	
	Surface (ha)	comparé à aujourd'hui	Surface (ha)	comparé à aujourd'hui	Surface (ha)	comparé à aujourd'hui
Céréales	8333	5%	31804	20%	44 479	28%
Betteraves sucrières	725	4%	1633	9%	2177	12%
Pommes de terre	2222	18%	4475	36%	6221	50%
Colza, tournesol, soja	1740	8%	3353	15%	4690	20%
Autres grandes cultures	8389	16%	16 628	33%	22 974	45%
Légumes de pleine terre	2856	33%	5350	62%	6522	75%
Fruits, baies, vigne	13 706	65%	18 326	87%	19 959	95%
Terres ouvertes	25 070	9%	64 790	23%	88 950	32%
Terres cultivables	66 868	17%	1 30 196	33%	160 294	40%
Cultures pérennes	15 874	68%	20 494	88%	22 128	95%
Prairies naturelles	204 562	33%	341 570	55%	378 387	61%
Légumes sous abri	240	51%	369	78%	407	86%
Surface agricole utile totale	292 544	28%	501 148	48%	570 541	54%

Tableau 2. Estimation des effectifs d'animaux dans les conditions du marché mondial.

	Scénario pessimiste		Scénario neutre		Scénario optimiste	
	Animaux (têtes)	comparé à aujourd'hui	Animaux (têtes)	comparé à aujourd'hui	Animaux (têtes)	comparé à aujourd'hui
Vaches laitières	155 290	28%	305 030	55%	354 950	64%
Vaches sans production laitière	1530	3%	1530	3%	4090	8%
Vaches allaitantes	19 490	25%	41 320	53%	53790	69%
Veaux	33 440	21%	70 620	45%	91870	59%
Génisses / taureaux / jeune bétail	137 390	26%	270 090	51%	323 580	61%
Gros bétail d'engraissement	30 110	21%	64 530	45%	83 170	58%
Total bovins		25%		50%		60%
Truies mères	46 060	31%	98 070	66%	111 440	75%
Porcs à l'engrais, remontes	420 060	29%	912 550	63%	1 071 890	74%
Total porcs		29%		63%		74%
Total chevaux	12 120	22%	24 160	44%	28 630	52%
Total chèvres et moutons	117 500	23%	224 300	44%	284 470	55%
Poules pondeuses	527 170	26%	1 176 000	58%	1 520 700	75%
Poulets de chair	1 454 160	29%	3 209 190	64%	3911200	78%
Total volaille		27%		61%		77%

En vue d'optimiser la sécurité de l'approvisionnement, on croise de nouveau les rendements attendus dans la production végétale et l'élevage avec les données du scénario moyen. Les autres données initiales, telles que volumes des réserves obligatoires, matières premières et denrées alimentaires disponibles dans la filière sont, quant à elles, reprises sans modification à partir de l'optimisation de la sécurité de l'approvisionnement dans les conditions actuelles.

La figure 1 présente les résultats relatifs à la couverture des besoins en énergie nutritive pour les divers scénarios et les divers horizons temporels. Pour interpréter les besoins en énergie nutritive, il faut tenir compte, d'une part, que 2300 à 2600 kcal sont nécessaires à la couverture journalière des besoins physiologiques. D'autre part, les 3100 kcal dont il est fait état dans la «situation initiale» sont inférieures à la «consommation» réelle, qui se situe entre 3300 et 3400 kcal par personne et par jour. Par ailleurs, il appert en général qu'il n'est pas possible de garantir une sécurité de l'approvisionnement bonne à très bonne, ni un niveau d'approvisionnement suffisant à long terme en cas de réalisation du scénario de crise moyen, avec l'application des scénarios intégrant les conditions du marché mondial. Dans les scénarios optimiste et neutre, la situation en termes d'approvisionnement est bonne à court terme, mais devient dangereusement voire intolérablement mauvaise à moyen et à

long terme. Dans le scénario neutre, les mesures actuelles pourraient échouer à garantir la sécurité alimentaire à moyen et à long terme en cas de perturbation de l'approvisionnement. Cette analyse se renforce dans le scénario pessimiste, dans la mesure où la sécurité de l'approvisionnement y est décrite comme juste suffisante à court terme, mais insuffisante à moyen et à long terme.

En détail, voici comment se présente l'analyse de la sécurité de l'approvisionnement dans les scénarios intégrant une production indigène aux prix du marché mondial:

– *Approvisionnement à court terme:* dans tous les scénarios, la fourniture d'énergie nutritive peut être assurée durant les six premiers mois à un niveau minimal de 3000 kcal par personne et par jour, grâce notamment aux réserves obligatoires et aux produits disponibles dans la filière d'approvisionnement. Du 4^e au 7^e mois de crise, on peut selon toute vraisemblance renoncer à des mesures d'orientation de la demande. L'objectif principal de la stratégie officielle actuelle de sécurité de l'approvisionnement serait ainsi atteint. Toutefois, la sécurité de l'approvisionnement à court terme est plutôt surestimée, car basée sur les volumes de matières premières et de produits alimentaires disponibles aujourd'hui dans les stocks de la filière. En cas de réduction de la production indigène et d'augmentation des

importations, ces volumes seraient nettement plus faibles, car la baisse de la production indigène serait accompagnée d'un démantèlement des capacités de stockage et de transformation dans le pays et le commerce de détail serait fourni directement avec des denrées alimentaires importées.

- *Approvisionnement à moyen terme:* dans le scénario optimiste, la situation de l'approvisionnement couvre à peine les besoins minimaux. Dans les scénarios pessimiste et neutre, en revanche, l'approvisionnement serait nettement inférieur aux besoins physiologiques minimaux de 2300 à 2500 kcal par personne et par jour, ce qui affecterait considérablement les performances, l'état de santé et surtout le moral de la population. Il faudrait instituer un rationnement alimentaire complet. Pour éviter toute interruption de l'approvisionnement, il faudrait recourir à des volumes relativement importants d'aliments issus de sources alternatives.
- *Approvisionnement à long terme:* du 19^e au 30^e mois, le rétablissement de la situation dans le scénario neutre n'est que limité et l'approvisionnement de la population reste insuffisant. Dans le scénario pessimiste, l'approvisionnement minimal n'est pas garanti à long terme. Dans le scénario optimiste enfin, les besoins physiologiques à long terme pourraient certes être couverts par une

production indigène comparativement élevée dans les conditions du marché mondial, mais pas en cas d'effondrement des importations au niveau de 50% des échanges habituels.

Dans l'ensemble, les instruments et mesures actuels ne permettent guère d'assurer l'alimentation à moyen et à long terme, même dans les conditions optimistes du scénario de crise moyen en matière de production agricole indigène dans les conditions du marché mondial. Dans les scénarios neutre et pessimiste, il est même impossible d'assurer à la population la couverture des recommandations nutritionnelles minimales. L'organisation d'un approvisionnement conforme aux besoins, à un niveau supérieur à 2500 kcal par personne et par jour, serait problématique et prendrait quelques années.

Classement des résultats

L'évaluation de la sécurité alimentaire repose sur des hypothèses de crises susceptibles de remettre en question l'approvisionnement. Le présent article soumet à l'attention du lecteur un scénario de crise standardisé, caractérisé par une production indigène et des importations réduites. Indépendamment de la vraisemblance de ce scénario, celui-ci permet de comparer sérieusement divers systèmes de production en termes de sécurité de l'approvisionnement.

S'agissant du classement des résultats à des fins de sécurité de l'approvisionnement, il y a lieu de constater que si un événement devait survenir à l'échelle nationale, la Suisse n'aurait aucun problème en la matière. En revanche, une crise d'approvisionnement pourrait davantage survenir si la Suisse faisait partie d'un ensemble géographique de taille supérieure connaissant des perturbations dans ce domaine. Dans de telles situations de crise, on ne peut pas forcément partir de l'idée que la Suisse disposerait d'un approvisionnement préférentiel, malgré ses contrats de livraison internationaux et le pouvoir d'achat de sa population.

En fonction de l'horizon temporel considéré, l'agriculture, la production et la transformation agroalimentaires ont chacune une importance variable pour la sécurité de l'approvisionnement. A court terme, les matières premières et les produits alimentaires disponibles dans les réserves obligatoires et la filière seraient décisifs. A l'heure actuelle, les capacités de transformation et d'entreposage sont couplées avec la production indigène. Or, en cas de réduction

de cette dernière, les entreprises privées devraient aussi réduire leurs capacités de transformation et de stockage (décentralisées). Ajoutons à cela qu'une augmentation de l'approvisionnement de la population via des importations directes ferait encore baisser les volumes disponibles dans les entrepôts et la filière de l'approvisionnement.

Une réduction de la production indigène et un démantèlement des capacités de stockage réduiraient parallèlement les possibilités de conversion et d'augmentation de la production et augmenteraient la durée nécessaire à la reconstitution d'un approvisionnement suffisant. A court terme, cela s'explique par l'inertie naturelle du système de production agricole. A long terme en revanche, le potentiel et les délais nécessaires à la conversion et à l'extension de la production agricole dépendent de la disponibilité des surfaces (et de leur rotation). En outre, le potentiel productif est influencé par la capacité de recourir à de la main-d'œuvre qualifiée et par les machines et étables disponibles, ainsi que par les modifications et investissements réalisables dans le contexte d'une gestion de crise. Enfin, en pareille situation, la durée nécessaire à la conversion de la production via des changements de mode d'exploitation ou de branche de production est prolongée.

Conclusions pour la sécurité de l'approvisionnement

L'évaluation de la sécurité alimentaire montre qu'il n'existe qu'un lien indirect entre la production agricole et l'approvisionnement à court terme. Le niveau élevé de la production indigène et les importations effectuées avant le début de la crise ont pour conséquence l'accumulation de volumes relativement importants de matières premières et de produits alimentaires dans les réserves obligatoires et la filière d'approvisionnement. A moyen et à long terme, en revanche, il existe un lien direct: dans les conditions du marché mondial, l'approvisionnement ne peut être garanti par les scénarios de crise présentés. Néanmoins, en partant du niveau actuel de la production, un approvisionnement conforme aux besoins est possible.

Si l'on s'oriente sur des crises d'approvisionnement brèves, il est en principe possible de découpler la sécurité alimentaire et la production agricole. Les produits alimentaires nécessaires à la sécurité de l'approvisionnement peu-

vent en effet être tenus à disposition dans les réserves obligatoires, d'autant plus que l'entreposage est technique possible pour presque tous les produits. Mais une augmentation quantitative et qualitative des volumes entreposés dans les réserves obligatoires est difficile, voire contraire à la tendance actuelle, car les entreprises privées devraient réduire leurs stocks pour s'adapter à la baisse de la production indigène et à la gestion de la chaîne logistique basée sur le «juste à temps», ce qui entraînerait une augmentation considérable du coût des réserves obligatoires imposées par l'Etat. La baisse de la production indigène devrait également entraîner une hausse des importations de produits alimentaires prêts à être consommés. Le stockage des matières premières devrait ainsi faire place au stockage des produits finis, ce qui complique et renchérit l'opération tout en allant à l'encontre de la tendance moderne du «juste à temps» en économie d'entreprise.

La sécurité de l'approvisionnement à moyen et à long terme est quant à elle liée aux capacités de production et de transformation et au volume de denrées alimentaires disponibles. Lorsque l'on évoque les capacités de production agricole, on pense essentiellement aux surfaces. Le maintien de ces capacités ne requiert pas en principe l'exploitation intensive. Les surfaces peuvent être utilisées extensivement ou simplement maintenues ouvertes. De plus, les terres nécessaires à l'approvisionnement à long terme sont probablement moins étendues que la surface agricole utile exploitée actuellement. L'existence d'un cheptel minimal est également liée à l'exploitation des surfaces restantes, car l'élevage est un pilier de l'approvisionnement. Il en va de même pour le capital machines et bâtiments, ainsi que pour les agents de production.

A la différence des capacités de production agricole, le démantèlement des capacités de transformation induit par une baisse de la production indigène réduirait les possibilités de convertir ou d'augmenter la production, car il ne serait guère possible de réaliser les investissements nécessaires en période de crise. Or, une réduction des capacités serait particulièrement problématique dans les secteurs connaissant une forte concentration (huileries, sucreries avec deux entreprises en Suisse seulement) ou très importants pour la sécurité de l'approvisionnement. Indépendamment du problème des coûts, il devrait être possible de découpler les capacités de transformation de la production et de les maintenir par des mesures alternatives.

Bibliographie

- DEF, 2003. Département fédéral de l'économie. Stratégie de l'approvisionnement économique du pays, Berne.
- Hättenschwiler P. & Flury C., 2007. Evaluation of Agriculture's Contribution to Food Security, OCDE, Paris.
- USP, 2005. Union suisse des paysans. Statistiques et évaluations, Brougg.
- OFAE, 2006. Office fédéral pour l'approvisionnement économique du pays. Exposé standard sur les réserves obligatoires, Berne.

Summary

Agriculture's contribution to food security

In addition to providing other multifunctional services, Swiss agriculture contributes to assuring that the population is supplied with foodstuffs. In the event of a crisis, supplies do not depend primarily on domestic production, but on the foodstuffs available in the mandatory stockpiles and the supply chain. However, the maintenance of production potential is essential for medium- and long-term assurance. Under today's basic conditions, long-term food security is assured. On the other hand, given the assumption that inland production is exposed to world market conditions, supply security deteriorates noticeably compared to the current situation.

Key words: multifunctionality, agriculture, food security.

Zusammenfassung

Beitrag der Landwirtschaft zur Ernährungssicherung

Die Schweizer Landwirtschaft leistet neben anderen multifunktionalen Leistungen einen Beitrag zur sicheren Versorgung der Bevölkerung mit Nahrungsmitteln. In Krisensituationen hängt die Versorgung nicht primär von der Inlandproduktion, sondern von den in den Pflichtlagern und in der Versorgungskette verfügbaren Lebensmitteln ab. Für eine mittel- und langfristige Sicherung ist hingegen die Erhaltung des Produktionspotenzials massgeblich. Unter den heutigen Rahmenbedingungen ist die Ernährungssicherheit langfristig gewährleistet. Geht man dagegen von einer Inlandproduktion unter Weltmarktbedingungen aus, so verschlechtert sich die Versorgungssicherheit im Vergleich zur heutigen Situation jedoch deutlich.

Riassunto

Contributo dell'agricoltura alla sicurezza alimentare

Accanto a diverse prestazioni multifunzionali l'agricoltura svizzera contribuisce alla garanzia dell'approvvigionamento della popolazione in derrate alimentari. In situazioni di crisi l'approvvigionamento non dipende in primo luogo dalla produzione indigena, bensì dalle derrate alimentari disponibili nelle scorte obbligatorie e nella catena d'approvvigionamento. Mantenere il potenziale produttivo dell'agricoltura a medio e lungo termine è comunque determinante. Considerate le attuali condizioni quadro, la sicurezza alimentare è garantita a lungo termine. Tuttavia, muovendo da una produzione indigena esposta alle condizioni di mercato mondiali la garanzia dell'approvvigionamento subisce un netto peggioramento rispetto alla situazione odierna.